

Dépenses	Projet de François Hollande (sur 5 ans)	Chiffage du PS en Md€/5 ans	Chiffage de l'UMP en Md€/5 ans	Coût estimé par la Fondation iFRAP en Md€/5 ans	Commentaire
Emplois aidés	Création de 500 000 contrats de génération financés par un redéploiement des 25 Md€ d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises.	40	40	52,8	Dans ces dernières déclarations, François Hollande évoque le chiffre de 500 000 contrats générations. Son hypothèse initiale était de 200 000. L'exonération de charges sociales allant jusqu'à 2 SMIC pour l'emploi du sénior et jusqu'à 1 SMIC pour l'emploi du jeune, notre calcul est me suivant : pour un emploi sénior, à raison de 43 % d'abattements de charges sociales, le coût à la charge de l'Etat est de 14 086 Md€/an. Pour un emploi junior, à raison d'un abattement de 13 % des charges sociales (exonération Fillon), le coût est de 2 129 €/an. Le coût moyen de cette proposition est de 10,56 Md€/an pour 500 000 contrats génération.
	Création de 300 000 « emplois d'avenir » dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale, dont 150 000 la première année. (hypothèse de François Hollande, entre 50 000 et 80 000 contrats)	De 3,25 à 17	20	De 3,6 à 21,6	Dans son projet, le PS parle de 300 000 emplois d'avenir. François Hollande en annonce entre 50 000 et 80 000. Une fourchette de coût assez large s'impose. Ces emplois étant financés à 75 % pour un salaire correspondant au minimum au SMIC et pour une durée maximale de 5 ans, cela revient à financer un revenu minimum de 1 365 € mensuels (SMIC) auxquels s'ajoutent les charges sociales (jeunes) de 177,45 €. En conséquence, son coût budgétaire est de 1023,75 euros + 177,45 €/mois. Pour 300 000 emplois, le coût est de 4,32 Md€/an et oscille entre 3,6 et 5,76 Md€/5 ans si l'on retient l'hypothèse Hollande.
	Suppression de la discrimination par l'âge qui exclut les jeunes du RSA. Extension du RSA au moins de 25 ans sans condition préalable d'activité.	Non chiffré	Non chiffré	1,4	Il ne peut s'agir que d'une extension du RSA jeune en direction de sa population cible, ce qui représente 200 000 bénéficiaires au maximum, contre 200 000 bénéficiaires aujourd'hui. Le RSA jeune est plafonné à 466 €/mois, mais en moyenne, 80 % des bénéficiaires touchent 130 €/mois. Nous avons retenu ce chiffre minimal. Soit 1 560 €/an et par allocataire. Pour 180 000 nouveaux bénéficiaires cela représente un coût pour l'Etat de 0,28 Md€/an. Rappelons qu'en 2009 le gouvernement avait évalué ce coût à 250 M€ et pour 2010 à 266 M€/an.
Éducation	Création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale sur cinq ans.	7,5	7,5	9	Contrairement au PS et à l'UMP, nous avons pris en compte la cotisation retraite que l'Etat verse pour chaque enseignant. Le calcul a été effectué à partir des coûts moyens -non pondérés-d'entrée des enseignants du 1 ^{er} et du 2 nd degré dans la carrière (5,5 Md€) y compris CAS pensions. La cotisation de l'Etat pour les retraites étant au taux de 68,59 % en 2012), le coût de l'embauche de 60 000 enseignants correspond à 9 Md€, cotisations patronales pour les retraites incluses.
	Revalorisation du salaire des enseignants.	De 4,5 à 14,5	Non évoqué	Non chiffré	
	Mise en place d'un système d'allocations d'étude ou de prêt de financement des études.	60 (Estimation Terra Nova)	60	De 14,4 à 28,8	Le dispositif est difficile à chiffrer, le montant de l'allocation n'étant pas connu. Notre calcul se base sur l'hypothèse d'une allocation de 400 €/mois versée aux seuls étudiants universitaires, soit environ 600 000 étudiants pour un montant annuel de 4 800 €/an auxquels s'ajoutent les dispositifs existants pour les 600 000 boursiers. Si l'on prend en considération la totalité de la population étudiante actuelle, soit 2,3 millions d'étudiants, le chiffre astronomique de 55,2 Md€ serait atteint. Notre calcul ne prend en compte que les 1,2 millions d'étudiants les plus précaires.
Sécurité	Création de 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité.	Non chiffré	1,1	3,6	Coût évalué par rapport aux salaires moyens dans la police et la gendarmerie pondérés soit 1,8 Md€. Avec le coût des retraites publiques (cotisations patronales pour les policiers 68,92 %, pour les gendarmes 121,55 %), on atteint les 3,6 Md€/5 ans.
Justice	Rattrapage des moyens de la Justice par rapport aux autres pays européens.	Non chiffré	Non évoqué	1,5	En prenant la moyenne des dépenses de justice des pays de l'Eurozone par rapport à leur PIB, on peut chiffrer ce rattrapage à 1,5 Md€/5 ans.
Recrutement de fonctionnaires	Arrêt total ou partiel du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite.	Non chiffré	3,7	De 1,75 à 3,75	L'arrêt total du plan de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite couvrirait 7,5 Md€/5 ans. Pour ne pas comptabiliser deux fois les postes d'enseignants et de policiers qui font l'objet de mesures propres, il convient de diviser par deux ce coût. Soit 3,75 Md€/5 ans pour un arrêt total. L'arrêt partiel couvrirait 3,75 Md€/5 ans. Soit 1,75 Md€, hors enseignants et policiers.
Retraite	Rétablissement de l'âge légal de la retraite à 60 ans.	Non chiffré	87	12	L'UMP, dans son chiffrage, se base sur un retour véritable et inconditionnel aux 60 ans pour l'ensemble de la population active concernée. Ce qui est faux, le PS ayant entériné le fait que la durée de cotisation passait de 40 années à 41,5 années en 2020. Notre hypothèse de calcul est donc la suivante : les personnes ayant cotisé tous leurs trimestres pourront continuer à partir à 60 ans avec une retraite à taux plein, tout comme ceux qui ont une carrière incomplète à 65 ans. 100 000 personnes seraient concernées en 2013, 300 000 en 2017. Soit 200 000 personnes en moyenne sur la période pour une retraite moyenne de 12 000 €/an.
Politique Salariale	Égalité des rémunérations hommes/femmes dans la fonction publique.	Non chiffré	Non chiffré	10	L'évaluation ne porte pas sur l'alignement des salaires hommes/femmes à responsabilités égales mais sur un coût d'avancements plus rapides. Ce qui impliquerait des dérogations pour les femmes. La règle actuelle veut que chaque agent ait fait tant de mois dans chaque échelon.
Logement	Construction de 150 000 logements sociaux.	Non chiffré	7	5,03	Le PS table sur 150 000 nouveaux logements sociaux par an, mais 120 000 le sont déjà en moyenne tous les ans. Par conséquent, notre chiffrage porte sur la construction d'un supplément de 30 000 logements sociaux par an au coût unitaire moyen de 33 530 €. La base de calcul est indexée sur l'effort de l'Etat pour le logement social en 2010. Soit 4,7 Md€.
Place en crèche	500 000 places pour accueillir les enfants, à partir de 2 ans.	Non chiffré	26	23,75	Compte tenu de la rationalisation des places existantes, nous évaluons le coût de cette proposition à 3,75 Md€/an auxquels s'ajoute 1 Md€ d'investissement annuel. Soit un total annuel de 4,75 Md€.
Solidarité	Revalorisation de l'Allocation Adulte Handicapée de 25 %.	1,7 à 1,9 (en fonction du champ bénéficiaire)	3	5,9	Le Sénat avait budgété, pour 2011, le coût de l'AAH à 7,16 Md€ pour 900 000 bénéficiaires soit 7 955 € par bénéficiaire par an. Si l'on suppose que le PS se contenterait de continuer la même revalorisation exceptionnelle que celle pratiquée par le gouvernement actuel, soit 25 % sur 5 ans, la dépense serait au bout de 5 ans (+ 5 % chaque année), de 0,75 X 7955 = 5,966 Md€/5 ans dont 1,988 Md€ la dernière année. Le plafond de l'AAH, après 5 ans, passerait ainsi de 777 à 971 €/mois. Le calcul est réalisé à effectif constant. Mais l'effectif des bénéficiaires augmentent chaque année et toute augmentation du plafond accroît mécaniquement le nombre de bénéficiaires.
Nucléaire	Passer de 75 % d'électricité d'origine nucléaire à 50 % à l'horizon 2025.	50	120	35 à 50	Le passage de 75 % à 50 % de notre part du nucléaire dans la consommation énergétique française peut raisonnablement se chiffrer entre 7 et 10 Md€/an. En effet, il ne se fera pas en 5 ans, mais d'ici 2025 pour un coût total estimé à 90 Md€.
Total		?	255	De 144,4 à 168,73 hors nucléaire de 194,7 à 218,7 en incluant la réduction du nucléaire	